

pa à Ruyach

RIP 1058p

SALVADOR CANALS

Ancien Député aux Cortès

L'ESPAGNE

la Monarchie et la Constitution

EXTRAIT DU *CORRESPONDANT*

(25 JANVIER 1925)

PARIS

BUREAUX DU *CORRESPONDANT*

31, RUE SAINT-GUILLAUME, VII^e

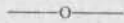
Bibliothèque Maison de l'Orient



129908

L'ESPAGNE

la MONARCHIE et la CONSTITUTION



I. — *A quoi tiennent les difficultés du moment ?*

Pour mériter la créance de l'opinion étrangère et la dissuader des suggestions malveillantes qui cherchent aujourd'hui à l'égarer au sujet de la situation et de l'avenir de l'Espagne, il faut reconnaître loyalement que nous traversons des difficultés sérieuses.

Le mouvement militaire du 13 septembre 1923, dont j'eus l'honneur d'entretenir les lecteurs du *Correspondant* (1) et qui, depuis lors, est au pouvoir, eut avec lui les sympathies d'une grande partie du pays. Le fait fut formellement proclamé et reconnu partout et par tous ceux qui furent renseignés. L'échec de tous les gouvernements précédents expliquait un tel état de l'opinion publique. Un peuple indifférent pour ses affaires collectives peut se rendre compte tardivement de l'incapacité de ses gouvernants pour la solution des grands problèmes nationaux ; mais il n'y en a pas au monde qui ne soit immédiatement convaincu de l'inexistence de l'autorité lorsque, de tous côtés et quotidiennement, des crimes contre les personnes et les choses sont commis et restent impunis. On pouvait ne pas prêter attention à la crise économique où nous retombions après la guerre ; on pouvait ne pas se soucier du déficit grandissant du budget de l'État et de la dette du Trésor, avec tous les dangers de l'inflation ; on pouvait même « laisser faire » au Maroc, bien que ce fût avec le sang et l'argent de tous ; mais il était impossible de se méprendre ou de s'abstenir en face des attaques des pistoliers du syndicalisme contre des autorités, ou des patrons, ou des ouvriers.

C'est au milieu de ce manque de tout respect et de toute crainte de l'autorité et de la loi que le mouvement militaire éclata, et c'est pour cela qu'il fut notoirement agrée à droite et

(1) Livraison du 10 octobre 1923, p. 163.

à gauche des anciens partis, et par les foules qui se tenaient à l'écart de toute politique. Des journaux de droite, comme *A B C* et *Debate*, ou de gauche, comme *Sol* et *Voz*, les plus répandus dans le pays, en témoignent. Les anciens gouvernants se turent ou esquissèrent des protestations respectueuses. Quelqu'un quitta l'Espagne, craignant, peut-être, que même des immolations arbitraires fussent possibles grâce au dédain ou à l'hostilité du peuple pour ses dirigeants de la veille.

Le mouvement se fixa dans un gouvernement qui prit le nom de Directoire Militaire et celui-ci déclara irrévocablement, non seulement qu'il n'était qu'intérimaire, mais qu'il désirait que cet intérim fût le plus court possible. On parla même d'un délai de trois mois. Les hommes du Directoire furent en effet les premiers à reconnaître les inconvénients qui surviendraient si l'armée assumait indéfiniment les fonctions du gouvernement. Et, d'autre part, il comprenait les avantages d'opérer, sans dommage pour la Constitution, la transformation à laquelle on aspirait dans la conduite des gouvernants et non dans les institutions ni dans les lois organiques du royaume : c'est ce qui serait effectivement arrivé, si, trois mois après avoir dissous les dernières Cortès de l'ancien régime, les premières Cortès du nouveau s'étaient réunies.

Il est évident cependant que si, sans réfléchir aux conséquences, la parenthèse d'anormalité s'était refermée à la fin de ce délai sans qu'on eût eu l'assurance d'avoir atteint le but visé, le mouvement militaire fût devenu une plaisanterie, bonne tout au plus à augmenter la perturbation régnant dans le pays ; or, malheureusement, on n'a pu encore trouver de moyen qui permette de revenir à la normalité de la Constitution. Les anciens instruments du gouvernement ne l'offrirent pas, et il ne se prodit pas non plus dans le pays une organisation rapide et intense de civisme. Ceux-là, unis encore dans leurs groupes respectifs, plus peut-être par respect chevaleresque devant la disgrâce commune que par conviction intime, se cantonnèrent dans une impuissance rancunière, attachant plus d'importance, pour leur propre conduite, aux paroles désagréables et quelquefois injustes avec lesquelles le Directoire Militaire les flagellait dans la *Gaceta* (Journal officiel) qu'au fait accablant du dédain général, quand ce n'était pas l'hostilité irritée de tout le pays. L'opinion, nourrie de son côté de faits plus négatifs qu'affirmatifs, ne créa aucune organisation capable de reprendre le gouvernement, — et l'intérim continue après quinze mois : ce qui est un dommage visible pour tous.

Peu de fonctions affaiblissent davantage la force de l'organe qui les exécute que celle de gouverner une nation ; et l'affaiblissement est d'autant plus important que l'organe est moins approprié et que les problèmes qu'il doit résoudre sont plus compliqués. Si le Directoire Militaire n'avait gouverné que trois mois, comme c'était son intention, il aurait pu se limiter à l'assainissement du pouvoir, en améliorant tous ses ressorts, et à l'inauguration de

nouveaux principes de conduite. Mais le délai passa sans qu'il pût se démettre de la responsabilité assumée ; la vie de la nation était interrompue, le Directoire devant s'occuper, tel un gouvernement régulier, de tous les problèmes qui se présentaient à lui. De là son affaiblissement, surtout à l'égard des problèmes qui étaient les plus ardues lors de son avènement au pouvoir.

Pour le vulgaire en général, le Directoire Militaire était le gouvernement le plus apte à résoudre la question du Maroc. Erreur évidente pour celui qui connaît à fond cette question. L'Espagne, — comme la France dans ses premières années de politique africaine, — se vit prise et embourbée dans le problème du Maroc, pour n'y avoir pas donné au côté militaire l'importance primordiale qu'il devait avoir, tant que l'autorité de la nation protectrice ne serait pas établie indiscutablement et fermement dans le pays soumis au protectorat. En Espagne, comme en France, à cette époque, on a fait les efforts militaires suffisants pour dépenser beaucoup d'argent et verser beaucoup de sang, mais sans l'intensité et la continuité indispensables pour que le pays sentît l'efficacité d'un tel sacrifice. Non seulement on a gâché tous ces biens dans un labeur de Pénélope, soit dans la direction de l'armée, soit dans les rapports avec les indigènes où régna une pénible versatilité, mais encore il se répandit, et le gouvernement lui-même y aida, une légende de désir de conquête, quand on ne disait pas pis encore, de la part de l'armée. La situation étant telle, n'est-il pas de la plus élémentaire psychologie politique qu'un gouvernement nettement militaire, occupé seulement par des militaires, était le moins approprié qui fût pour une entreprise contre laquelle on avait ourdi et accumulé de telles légendes ? C'est ce que nous voyons aujourd'hui avec évidence. Le Directoire est justement, de tous les gouvernements que nous avons eus depuis 1909, celui qui a le plus accentué la politique « démilitarisante » de l'action espagnole, la réduction de l'effort militaire au minimum, réalisant ainsi le désir de tous les civils qui ont le plus contribué à ourdir la légende de la conquête pour la condamner plus énergiquement. On ne pouvait en arriver là sans un grave et réel affaiblissement, parce que les sacrifices imposés par la retraite, aussi importants, ou davantage même, que ceux qui étaient exigés par l'avance, ne peuvent être compensés que par l'espérance, et qui n'est même pas unanime, de se libérer d'un cauchemar, non de réaliser une œuvre...

Dans l'affaiblissement que cette question et d'autres encore ont causé au Directoire Militaire, et dans le fait qu'on ne voit pas clairement jusqu'ici quel changement rétablira complètement la normalité de la Constitution sans contrarier l'impulsion initiale d'amélioration, se trouvent les difficultés que nous reconnaissons à la situation présente de l'Espagne : tous les problèmes économiques, intellectuels et sociaux, les seuls qui aient une réalité effective dans le pays, doivent entrer en voie de solution, sans nuire

aux libertés politiques et aux lois démocratiques que la Monarchie espagnole a soutenues depuis un demi-siècle avec une absolue loyauté et qu'elle veut soutenir encore.

II. — *La correction constitutionnelle du Roi.*

Quiconque est au courant des choses et les juge honnêtement, sans se laisser influencer, doit reconnaître le constitutionalisme irréprochable de la Monarchie espagnole depuis sa restauration en 1875 jusqu'à nos jours. Cette conduite a été très facile pour Alphonse XII, parce que son règne fort court a été consacré à la formation des deux partis de gouvernement, en recueillant des anciens partis tous les hommes qui adhéraient à la Constitution, ce à quoi Canovas servit admirablement, puis Canovas et Sagasta en parfaite intelligence pour tout ce qui était fondamental : de sorte qu'il n'y eut jamais ombre de conflit entre la Couronne et le parlement.

La tâche fut déjà moins facile pour la Reine Régente, car, à un certain moment, les réformes démocratiques du parti libéral produisirent une profonde alarme dans une partie de l'opinion publique ; et, à la suite des préjudices subis par le parti conservateur en la personne de son chef, il sembla que la Couronne aurait à intervenir dans un sérieux conflit. Cependant le Pouvoir modérateur l'évita, grâce à la fermeté qu'il montra pour maintenir le gouvernement libéral jusqu'à la fin de son programme et ledit parlement presque jusqu'à la fin constitutionnelle de son mandat.

La loyauté constitutionnelle d'Alphonse XIII a passé par des épreuves bien plus dures et a dû vaincre des difficultés beaucoup plus grandes.

En mai 1902, au commencement de son règne effectif, lorsqu'il n'avait encore que seize ans, M. Sagasta se trouvait à la dernière période de sa vie. Son parti était profondément ébranlé, aux prises déjà avec les artifices dangereux de l'anticléricalisme ; sa situation dans le parlement était précaire. Alphonse XIII cependant lui confirma la confiance que son auguste mère lui avait accordée un an auparavant, et la lui conserva jusqu'à la chute du gouvernement devant les Cortès par lui-même formées. Le parti conservateur le remplaça au moment où il venait de s'élargir par l'adhésion de M. Maura et celle des libéraux qui le suivirent à droite.

M. Maura représentait ce qu'il appelait la « révolution d'en haut », comprenant par ces mots une innovation radicale dans les habitudes politiques, grâce à laquelle on espérait incorporer à la vie publique de grandes masses de citoyens qui, jusque-là, s'étaient tenus à l'écart. Avec leurs concours, on pourrait remplacer les moyens que M. Maura considérait comme des artifices indésirables, sinon des immoralités dangereuses. Cet essai provoqua dans le monde politique, y compris le parti conservateur, de grandes appréhensions quant aux conséquences que pourrait avoir l'aban-

don des moyens traditionnels. Parmi les conservateurs, ces craintes furent représentées par M. Fernandez Villaverde ; et comme leur chef, M. Silvela, dans son scepticisme, ne partageait ni la foi de M. Maura, ni les alarmes de M. Fernandez Villaverde, l'unité du parti et de son gouvernement en fut ébranlée avant les élections. Dans celles-ci, les républicains remportèrent plus de triomphes que dans les précédentes, ce qui donna raison aux appréhensions ; et M. Villaverde passa de la présidence du Congrès à celle du Conseil des ministres. Il accentuait ainsi la dualité existant au sein du parti conservateur, au moment même où le parti libéral s'éteignait par la mort de M. Sagasta.

On peut donc dire qu'à l'aurore de son règne, le jeune souverain se trouva sans solides instruments de gouvernement. Dans le parti conservateur, le quiétisme et la tendance à l'accommodement de M. Villaverde luttèrent contre l'inquiétude réformiste et batailleuse de M. Maura. Dans le parti libéral, M. Moret ne se soumettait pas à l'autorité de M. Montero Rios, et M. Montero Rios ne transigeait pas avec celle de M. Moret. Les groupes personnels respectifs excitaient les discordes, et la masse des partis flottait dans l'expectative de la décision souveraine. Comment la dicter, sans pouvoir choisir ni parmi les idées, ni parmi les personnes, sans l'assistance d'une opinion publique neutre, car, vu l'atonie caractéristique de notre vie civique, seuls prenaient part à cette vie les hommes intéressés à ces querelles, soit directement, soit indirectement.

Le Roi devait sortir de ces difficultés ; et, dès le premier moment, et tant que cela fut possible, on le vit, fidèle au désir de protéger la vie des Cortès, épuiser toutes les solutions de gouvernement que celles-ci pouvaient offrir. De sorte qu'avec les conservateurs gouvernèrent successivement, de 1903 à 1905, Silvela, Villaverde, Maura, Azcáraga et une autre fois Villaverde ; et avec les libéraux, de 1905 à 1907, Montero Rios, Moret, Lopez Dominguez et Vega de Armiño. Durant cette dernière période se produisit un incident qui n'eut pas son cours parlementaire complet comme les autres crises des premières années du règne. Cet épisode fut plus intéressant pour la chronique des coulisses parlementaires que pour l'histoire du constitutionalisme : M. Santiago Alba, qui était gouverneur civil de Madrid, sous le général Lopez Dominguez, tout en restant l'homme de confiance de son rival M. Moret, en pourrait dire quelque chose...

Ces difficultés eurent une heureuse solution, en 1907, du côté du parti conservateur. Tous ses éléments réunis et assimilés sous la direction de M. Maura, la vie des institutions se développa tout à fait normalement de janvier 1907 à octobre 1909, ce qui est un cas de vraie longévité dans nos annales. Le Roi accorda sa confiance et ne marchandait pas son assistance ; le suffrage dans les élections appuya cette confiance et les Cortès ainsi que le gouvernement fonctionnèrent avec la plénitude de leur activité, malgré

des débats enflammés, car M. Maura continuait son œuvre de réforme. Malheureusement cette situation du gouvernement ne se termina pas par la défaite de ses propres forces dans le parlement, forces plus nombreuses et plus enthousiastes au moment de sa mort qu'à celui de sa naissance, mais bien par une décision du Pouvoir modérateur ; et cela nous oblige à nous arrêter un peu sur cet incident, car ceux qui aujourd'hui mettent en doute ou nient tout simplement le constitutionalisme d'Alphonse XIII célébrèrent alors comme une suprême clairvoyance la décision de la Couronne.

La première intervention de l'Espagne au Maroc, — le *statu quo* ayant pris fin par les pactes de 1904 et par l'Acte d'Algésiras, — eut lieu en 1909. La place de Melilla était presque bloquée par les Maures, qui d'ailleurs nous isolaient de la position récemment établie au Cap de l'Eau. On signalait même la présence d'éléments venus d'au delà de la Moulouïa jusqu'à *Mar Chica*, inaccessible pourtant à notre armée... L'action militaire était inexcusable, si nous comprenions ce que nous avions fait en 1904 et si nous soutenions le dessein national qui nous poussa à le faire. Cela devint, cependant, un bon terrain pour nos luttes de politique intérieure. Les libéraux soulevèrent l'opinion, les anarchistes de Barcelone se mirent de la partie et la semaine tragique historique se produisit. Le gouvernement y fit front avec toute l'énergie possible, mais en restant dans la stricte légalité ; cependant il ne surveilla pas suffisamment, ni n'empêcha ou contrecarra les machinations qui eurent lieu auprès de l'opinion étrangère, afin que la révolte ne s'étendît pas hors du camp révolutionnaire. Nos libéraux n'hésitèrent pas à en profiter aussi, malgré le dommage que cela causait à l'Espagne, et il se produisit dans le Congrès, au milieu d'octobre de cette année-là, un terrible débat dans lequel ou autour duquel quelques ex-ministres importants eurent une attitude peu nette quant à leurs opinions monarchiques.

Ce fut pour le gouvernement une rupture violente avec « l'opposition de Sa Majesté », avec toutes les oppositions monarchiques, et l'occasion d'une inexcusable intervention du Pouvoir modérateur. Cette intervention était d'une extraordinaire délicatesse, car se séparer du gouvernement, — alors qu'il avait conservé intacte sa majorité et avait gardé un grand prestige parmi les éléments nettement conservateurs du pays, armée comprise, — c'était faire triompher ceux qui exploitaient la légende du martyr de Ferrer et la soutenir ; mais, d'autre part, maintenir coûte que coûte le gouvernement en lui accordant solennellement un vote de confiance, c'était s'identifier avec une répression qui, hors d'Espagne, n'était ni comprise, ni justifiée aux yeux de gens qui n'avaient rien de révolutionnaire, mais qui étaient encore engourdis dans un libéralisme miséricordieux dont seule la propagande communiste commence déjà à les réveiller. La semaine tragique de Barcelone fut l'avant-coureur des hauts faits de cette propagande. On aurait pu sans doute trouver une solution intermédiaire qui, cal-

mant la tempête avec un peu d'*huile de ministre*, aurait permis d'empêcher ou d'atténuer ces inconvénients, mais M. Maura pensa qu'une inflexible solution de « tout ou rien » convenait mieux à l'intérêt public, et la crise fut résolue dans une forme que qualifièrent alors de suprême succès ceux qui aujourd'hui nient l'esprit constitutionnel du Roi !

Les partis de l'opposition reçurent donc le pouvoir en la personne de M. Moret qui les avait dirigés dans la bataille triomphale, mais M. Moret exagéra à tel point son union avec l'extrême-gauche que les jeunes leaders du parti libéral, le comte de Romanones et M. Garcia Prieto, assumèrent la responsabilité de solliciter son remplacement par M. Canalejas. Celui-ci procura à la Monarchie, durant deux années, à la tête du parti libéral, la même tranquillité que lui avait procurée M. Maura à la tête du parti conservateur. L'appui de la Couronne ne manqua jamais, dans les moments graves, à M. Canalejas, malgré son radicalisme. Il sut sortir de ces crises grâce à son grand sens politique, mais cela lui coûta la vie en 1912. Et, de nouveau, nous retombâmes dans la décomposition des partis de la Monarchie. Le comte de Romanones n'eut pas la chance de consolider l'autorité parmi les libéraux, malgré l'aide du Roi et les avances personnelles faites aux républicains réformistes. En automne 1913, ses coreligionnaires le firent tomber par un vote du Sénat. Pour le remplacer, le parti conservateur, afin de ne pas désertir le service de la Couronne, qui était alors un dogme pour ce parti, se divisa en deux tronçons, MM. Maura et La Cierva restant en dehors.

Les libéraux parurent s'unir de nouveau en 1915, sous la direction du comte de Romanones, mais cela ne dura que jusqu'en avril 1917, moment où le marquis de Alhucemas (M. Garcia Prieto) le remplaça à la présidence du Conseil. On peut supposer que ce changement se fit d'un bon accord, puisque M. Santiago Alba passa du cabinet du premier dans celui du second, toujours comme personnage principal, ce qui n'aurait pu se faire sans une sincère entente entre les deux présidents successifs. C'est ainsi que nous arrivâmes au 1^{er} juin 1917, date mémorable de notre histoire, car c'est celle où commence le mouvement militaire.

Les relations spéciales entre le Roi et l'armée ont leur origine dans la propre constitution de la Monarchie. Elle confie au Roi le commandement suprême et la libre disposition des forces de terre et de mer. Cela suffit pour que n'importe qui, pourvu de sens commun, s'explique pourquoi le Roi porte les uniformes de tous les corps d'armée et de marine (détail dont on a aussi profité dans les campagnes actuelles) et cela suffit aussi à faire comprendre la situation tout à fait spéciale que cette irruption de l'armée dans la politique créait au monarque. Celui-ci cependant n'hésita pas un moment dans l'accomplissement de ses devoirs constitutionnels, et le cabinet du marquis de Alhucemas, que l'événement surprit en 1917 comme il devait le surprendre en 1923, reçut du

Roi toute l'assistance qu'il demanda, jusqu'au moment où il comprit qu'il ne pouvait se maintenir au pouvoir.

Celui-ci fut occupé par M. Dato et le parti conservateur, et il est regrettable que les graves complications que rencontra dans la politique le mouvement du 1^{er} juin n'aient pas permis au nouveau gouvernement de consacrer au problème du mécontentement dans l'armée toute l'attention qu'il exigeait pour le faire avorter dès ses premières manifestations. Ceci ne pouvait que difficilement réussir avec un ministre de la guerre militaire et encore moins avec le premier marquis de Estella, un de ces généraux possédant sa camarilla et ses amis personnels. Il était le moins propre à calmer une excitation au fond de laquelle prédominaient les jalousies et les suspicions à l'égard de ce qu'on estimait être du favoritisme. Si M. Dato s'était personnellement chargé du ministère de la guerre et avait appliqué ses grandes qualités d'équilibre et d'esprit de justice à ce problème si dangereux, en intensifiant en même temps la vie militaire de l'armée, le danger aurait été conjuré, malgré la difficulté créée par l'ambiance que formaient les hommes politiques et intellectuels de gauche.

Il est nécessaire que la partie du public européen qui prête attention à la propagande menée actuellement auprès de lui par des hommes de la gauche et par des intellectuels transformés en politiques sache ce qui suit. En 1917, quand le militarisme surgit dans la politique espagnole, il se produisit simultanément, et en combinaison avec lui ou en collusion avec quelques-uns de ses promoteurs ou de ses membres, deux mouvements politiques : une assemblée factieuse de parlementaires et une grève générale révolutionnaire, dans lesquelles, à côté des nationalistes catalans, quelques libéraux des plus avancés, M. Alba compris, des réformistes, des républicains et des socialistes donnèrent de leur personne et de leur enthousiasme. Il n'est pas honnête d'avoir prétendu profiter du militarisme à son entrée dans notre politique contemporaine pour le haïr actuellement en l'imputant au Roi !

Ce dernier pouvait être inquiet devant un tel spectacle, surtout sachant combien ce mouvement était dirigé contre la Monarchie et profitait de la loyauté douteuse avec laquelle certains ministres de la guerre avaient eu soin d'attribuer au Roi des nominations et des changements qui donnaient l'impression du favoritisme honni.

Ces alarmes, comme d'ailleurs l'échec total du gouvernement conservateur en ce qui concerne cette question alors fondamentale, engendrèrent la crise qui ôta le pouvoir à M. Dato, en octobre de la même année. Comment se résolut cette crise et qui assumait l'entière responsabilité de cet acte de la Couronne ? Indirectement, tous les hommes politiques libéraux qui conseillèrent à la Couronne de se séparer de M. Dato et, directement, le marquis de Alhucemas qui, avec des représentants du comte de Romanones et des parlementaires factieux, prit le pouvoir... en confiant le

ministère de la guerre à M. La Cierva qui plaisait aux Juntas de Défense militaire !

Cela signifie que, durant les deux uniques crises transcendantes du règne, dans lesquelles on peut noter une initiative, mais jamais une responsabilité de la Couronne, dans celle de 1909 et celle de 1917, tous les partis de gauche étaient de son côté, ces mêmes partis qui prétendent aujourd'hui nier la loyauté constitutionnelle du Roi !

Quant à ce qui se rapporte au problème militaire, les responsabilités respectives furent davantage délimitées dans l'année suivante, en 1918. D'autres classes de l'Etat se contaminèrent au contact de l'attitude subversive de l'armée et, comme des élections faites par le gouvernement du marquis de Alhucemas sortit un conglomérat ingouvernable, le Roi fit appel à tous ses hommes politiques. Après de nombreux et mémorables efforts, il arriva à les réunir dans un gouvernement national. Ce fameux gouvernement de mars 1918 fut présidé par M. Maura et les plus hautes autorités de la Monarchie. En faisaient partie le marquis de Alhucemas, le comte de Romanones, M. Alba, M. Dato et M. Cambó. Ce gouvernement réellement exceptionnel commença avec une force d'opinion surprenante, surtout dans notre pays où l'opinion est presque inexistante. Il aurait pu rétablir complètement l'autorité du pouvoir légitime sur toutes les classes révoltées de l'Etat, car seule cette tâche pouvait justifier dans un gouvernement l'union de gens que tant de différences séparaient.

Bien loin d'agir ainsi, on entra immédiatement en pourparlers, onéreux pour le respect dû à l'autorité, avec les fonctionnaires civils en grève ; on édicta une loi pour les employés, qui doublait les frais que leurs appointements représentaient pour le pays ; et on légalisa les réformes de M. La Cierva, car il est clair qu'on ne pouvait être plus sévère avec les militaires qu'on ne l'avait été avec les civils... Ce cabinet d'union sacrée si stérile se désagrégea-t-il à cause des difficultés qu'il eut avec la Couronne ? La Couronne voulut-elle, à un certain moment, lui rendre sa mission primordiale difficile ? Ni l'un ni l'autre. Ce gouvernement tomba parce que quelques-uns de ses membres ne pensaient qu'à faire ce qui leur plaisait, en imposant leurs idées personnelles et leurs propres initiatives. Si tous ensemble n'étaient pas arrivés à servir le pays et la Couronne, s'ils ne l'avaient même pas essayé, en rétablissant la normalité dans l'Etat, comment est-il surprenant que, séparés, ils soient tombés l'un après l'autre, parmi de tels problèmes ou d'autres moins compliqués ? Depuis la chute du gouvernement national, en octobre 1918, jusqu'au moment où tous les partis tombèrent dans le changement du 13 septembre 1923, en moins de cinq années, se succédèrent en Espagne dix gouvernements distincts dans lesquels défilèrent, depuis M. Maura jusqu'aux réformistes, tous les éléments gouvernants de la Monarchie. Les fautes de tous et de chacun dans les échecs respectifs

sont si notoires que l'idée de faire supporter une de ces fautes au Roi est une iniquité : celui-ci est victime, avec le pays, de tant d'erreurs ou de tant d'infortune de la part de ceux qui avaient été appelés à gouverner.

Parmi les nombreuses choses pittoresques que *le Temps* vient de publier sur l'Espagne, on remarque ce qu'il écrit, dans son numéro du 11 décembre dernier, au sujet des craintes que ressentent nos hommes politiques monarchiques en pensant à la possibilité d'affronter un débat sur les responsabilités de la Couronne dans la journée du 13 septembre 1923. Cette crainte est, selon *le Temps*, ce qui les retient et les éloigne de toute action dans les circonstances présentes. Pour ma part, je ne puis que respecter ces scrupules, mais je crains qu'ils ne déconcertent un futur historien de notre histoire contemporaine, s'il remonte seulement à la date déjà citée de l'année 1917. Ce critique rencontrera de nombreux documents prouvant les faits suivants :

1° Aucun de ces hommes politiques aujourd'hui si perplexes ne critiqua directement ni indirectement le coup militaire du 1^{er} juin 1917 ;

2° quelques-uns d'entre eux y applaudirent et d'autres le justifiaient complètement et le disculpèrent ;

3° quelques-uns d'entre eux le secondèrent même par l'Assemblée factieuse de parlementaires ;

4° quand tous ces hommes politiques reçurent en même temps le pouvoir, en 1918, pour rétablir la normalité et la discipline parmi tous les fonctionnaires de l'État, ils s'occupèrent de bien des choses, excepté de celle-ci ;

5° depuis cette époque, chaque fois que ces hommes politiques rencontraient dans le gouvernement une trace de ce phénomène, ils s'écriaient pour toute solution : *Que ceux qui ne laissent pas gouverner gouvernement eux-mêmes.*

Comment le susdit historien pourra-t-il comprendre que ces messieurs-là ne puissent expliquer le 13 septembre ? Quelle était la solution, sinon celle, préconisée tant de fois, de « remettre le gouvernement à ceux qui ne laissaient pas gouverner » ?

Il est évident que ceux qui avaient si souvent dit cela le disaient pour une de ces deux raisons (car il ne saurait être question d'y voir un aveu d'incapacité !) : parce qu'ils n'avaient pas dans le pays de force suffisante pour refréner une telle subversion, — ou parce qu'ils pensaient qu'en essayant de la réfréner, il se produirait une perturbation beaucoup plus profonde et des conséquences bien plus désastreuses et radicales. Pourquoi ne pas admettre que ces mêmes considérations aient dû compter dans la décision de la Couronne, le 13 septembre ? Je ne sais, mais je ne serais pas surpris qu'on apprît, un jour, que la Couronne essaya de remplacer le gouvernement du marquis de Alhucemas par un autre auquel se soumettrait unanimement toute l'armée, la partie qui rendait hommage sans condition au Roi et celle qui acclamait le Roi

tout en désobéissant à ses ministres. Il fallait donc, de nouveau, dire au Roi, tacitement ou explicitement, « que gouvernent ceux qui ne laissent pas gouverner ». Il est évident qu'il ne restait à la Couronne qu'une de ces deux voies : ou maintenir l'unité de l'armée en donnant le pouvoir au drapeau arboré à Barcelone, ou diviser l'armée en deux parties dont l'une imposerait à l'autre les ministres offensés, tant qu'ils étaient encore dépositaires de son auguste confiance.

On suivit l'unique voie qu'on avait si souvent proposée avec les mots : « que gouvernent les autres » ; et, depuis, elle fut évidemment et très volontiers suivie par une grande partie de l'opinion publique, par les éléments sociaux qui se tiennent généralement hors de la politique, comme par ceux qui s'en occupaient, à droite, à gauche, ou purement et simplement en marge des partis du gouvernement, comme on l'a rappelé au début de cette étude. On ne peut nier que la Constitution soit en suspens, et que, par suite, le caractère constitutionnel et parlementaire de notre Monarchie soit également en suspens. Cependant celui qui, pour se faire une opinion sur ces événements, tient compte de tous les facteurs qui y figurent, des antécédents proches et éloignés dans la conduite des hommes politiques, de l'état même de notre peuple au point de vue civique, ne pourra prétendre que c'est la faute du Roi. C'est pourquoi, en bien des cas et dans celui-ci, par exemple, l'irresponsabilité des monarques constitutionnels n'est pas seulement un principe de droit, mais une réalité de justice, reconnue presque toujours par les contemporains sans passion et toujours proclamée par l'histoire impartiale et sereine !

Ceci n'est pas une affirmation de courtisan, — que n'a jamais été celui qui écrit ces lignes, — mais une vérité indiscutable que l'on démontrerait facilement si, en prêtant attention aux reproches faits au Roi, on les analysait. On n'en trouverait pas un seul dans lequel on ne rencontrât immédiatement la responsabilité réelle, effective d'un ministre ou de divers ministres qui conseillèrent cet acte ou qui le couvrirent, une fois réalisé. Si, quand un Roi constitutionnel provoque capricieusement une crise de grave portée pour la nation, il ne trouvait aucun gouvernement qui se prêtât à le suivre dans cette voie équivoque, en couvrant sa responsabilité ; s'il y avait une étroite solidarité entre tous les gouvernants, non pour leurs convenances personnelles ou de parti, mais pour ce qui est essentiel à la vie et à la prospérité de la nation, n'est-il pas évident que le Roi n'aurait plus ou qu'à rompre ouvertement avec la Constitution, redemandant le pouvoir personnel et par conséquent la responsabilité personnelle, — ou qu'à ne quitter jamais la voie de la Constitution ?

Cela ressort clairement de la revue fidèle que j'ai faite, dans les pages précédentes, des actes principaux d'Alphonse XIII. Non seulement dans la défense constitutionnelle ultérieure de l'acte réalisé, mais encore auparavant, on voit toujours l'influence et la

personne des hommes politiques et de leurs partisans respectifs, permanents ou occasionnels. Cela est aussi évident dans la fameuse question militaire, comme doit immanquablement le reconnaître quiconque a vécu la vie publique espagnole et connaît tout ce qui est arrivé.

Il est si notoire que l'histoire de l'établissement en Espagne du régime parlementaire n'est qu'un tissu d'intrusions factieuses de l'armée dans la politique que le mot *pronunciamiento* est d'usage universel dans toutes les langues, comme les mots *sport* et *restaurant* ; et une des marques les plus caractéristiques des bienfaits que la restauration de la Monarchie a donnés à l'Espagne fut précisément la fin de l'ère des *pronunciamientos* et l'éloignement des militaires de toute intervention dans la politique. Don Antonio Canovas y parvint habilement, avec du machiavélisme parfois ; il influa énormément sur l'œuvre heureuse d'Alphonse XII, la compléta et aida à l'amélioration de l'éducation militaire qui donnait chaque jour plus de poids dans l'armée à l'« officier de carrière » sur l'« officier sorti du rang ». Cette politique fut sur le point de mal tourner dans les premières années de la Régence, à cause d'essais dangereux avec l'armée au sujet des réformes du général Cassola, mais ce risque fut conjuré et la guerre coloniale de 1895, en intensifiant la vie militaire de l'armée, fit disparaître tout danger.

La malheureuse fin de la guerre coloniale, bien qu'il soit évident que l'armée fut la moins coupable, amena le rapatriement des militaires, dans un état de dépression, d'amertume et de résignation fatale à la vie de prolétaire à laquelle les condamnaient la perte du budget colonial et l'impossibilité de la compenser dans celui de la nation. Cependant il est certain que cette situation créait pour tous les gouvernants de l'Espagne qui connaissaient son histoire (et il faut supposer qu'ils ne l'auraient pas gouvernée s'ils ne l'avaient pas connue...) l'obligation de ne pas perdre de vue le problème militaire et de le traiter sérieusement, avec l'unité et la suite dans les actes qui se doivent apporter dans tous les problèmes fondamentaux. Ce dont nous avons besoin pour notre position politique et ce que nous devons faire pour notre situation économique, c'était d'intensifier la vie militaire et non d'augmenter l'armée. Ce qui s'imposait surtout à nos gouvernants, c'était un chemin direct et sans changements, complètement séparé de la politique intérieure.

Il est clair qu'on n'a pas procédé de la sorte. Il n'y eut pas de règle commune à tous les gouvernants, on ne donna pas, dans les réformes qu'on voulait faire, la préférence qu'il fallait à l'intensité sur l'extension. Une fois la peur du déficit disparue, l'armée se développa, mais la substance militaire, l'activité proprement militaire de l'armée diminuait. Beaucoup de chefs et d'officiers, mais peu d'armements ; beaucoup d'unités sur le papier, mais peu de millions pour les exercices et les manœuvres. Chaque général

qui arrivait au ministère de la guerre avait son plan et sa camarilla ; et, comme entre les chefs des partis et des groupes gouvernants il ne s'établissait pas le contact nécessaire, ni l'unité indispensable, que pouvait-il en résulter ?

Le comte de Romanones a eu la franchise de confesser, dans son livre récemment paru, qu'en matière militaire, les gouvernants principalement responsables n'ont jamais gouverné. Ceci n'est pas une excuse, mais la plus terrible accusation et l'explication catégorique des événements auxquels nous avons dû assister. A cause de la portée nationale du problème, il est naturel que le Roi en ait fait l'objet de son attention toute spéciale. Si les présidents du Conseil ne le secondèrent pas, en prenant pour eux le service austère d'une telle nécessité nationale, mais s'ils laissèrent faire, — qui sera, non constitutionnellement, mais réellement, responsable de tout ce qui est arrivé dans le pays ?

Il y a dans le fait de n'avoir pas donné cette orientation à l'armée ce qu'on peut appeler la responsabilité technique. Mais les hommes politiques n'ont ni excuse, ni subterfuge à invoquer pour leur responsabilité politique. Ceux qui provoquèrent, rendirent inexcusable la crise d'octobre 1909 et en profitèrent (crise dans laquelle triompha une manœuvre de critiques et d'injures contre l'action de la justice militaire à Barcelone) n'éprouvent-ils aucun remords pour avoir jeté dans l'esprit militaire, en même temps que la profonde amertume de ceux qui ne peuvent se défendre, la semence du dédain à l'égard des principes sociaux pour la défense desquels s'effectua la répression de Barcelone ?

Dans cette même année-là, notre politique intérieure commença à jouer avec l'aspect militaire du problème du Maroc, sans que les gouvernants se rendissent compte de la répercussion que tout cela devait avoir dans l'esprit de l'armée. On la sacrifiait cruellement, pour abandonner ensuite le fruit douloureux de ces sacrifices ; on avançait et on reculait selon ce que commandaient les bruits politiques de Madrid, quelle que fût la situation, souvent avec d'inévitables risques pour l'armée. On cherchait la popularité et on voulait cacher ses propres fautes en parlant d'un esprit de conquête qui n'était applicable qu'à l'armée, sans prévoir qu'on pouvait ainsi créer un divorce entre celle-ci et le peuple, auquel, d'autre part, on n'expliquait pas ce que nous voulions au Maroc. On n'était pas équitable dans la distribution des sacrifices et des récompenses. Il y en eut, entre 1909 et 1917, d'innombrables exemples ; et tout cela se développait et s'amplifiait dans les juntas militaires de défense, constituées en face de gouvernants qui ne savaient que leur tourner le dos ou s'occupaient de bagatelles !

Cette éclosion évidente du mal ne servit pas à améliorer les choses. On se rappelle quelle fut l'attitude des hommes politiques et ce qu'ils firent, lorsque la Couronne leur fit part du problème, au moment où ils étaient tous réunis dans le gouvernement national de 1918. La continuation des juntas de défense et les manifes-

tations de l'esprit militaire hors de sa propre sphère étaient les symptômes d'une maladie organique sociale, d'autant plus grave dans notre pays qu'il n'existait pas d'esprit public collectif capable de réduire, par son action morale, tout désir de rébellion. On ne tint pas compte des symptômes, ni de la maladie organique. Tout au plus se servit-on de la signature du Roi pour déclarer, par l'intermédiaire de la *Gaceta*, que le mal était éteint et on invoqua, en faisant beaucoup de bruit, la suprématie du pouvoir civil, à quoi personne ne pouvait croire du moment qu'il lui manquait la base d'un civisme militant...

Pourra-t-on imputer quelque chose de ces erreurs à la Couronne? En aucune façon. Dans les propres actes personnels du Roi, que l'on attribue au Roi et qui sont parfaitement licites au point de vue de la Constitution, se rencontre toujours clairement la responsabilité d'un ou de quelques hommes politiques. Le fameux cas Pedraza, que l'on veut iniquement exploiter auprès de l'étranger à la honte du Roi, en est un exemple. La première fois que M. Pedraza fut nommé dans la presse espagnole pour une affaire publique quelconque, ce fut au moment où un gouvernement libéral appuya sa candidature aux Cortès pour un district de Catalogne. Quant à son fameux projet des trois milliards, pourquoï parler de cette naturelle sympathie du Roi, puisque cette somme importante se convertit en œuvres utiles pour l'Espagne et en Espagne, et ne pas dire que deux ministres du gouvernement de 1923 appuyèrent les affaires de Pedraza comme ministres, après en avoir informé favorablement comme avocats? Il s'agit de Don Santiago Alba et de Don Luis Silvela. Si Don Santiago Alba, alors ministre d'État et auteur de la loi du 2 mars 1917, sur laquelle Pedraza prétendait appuyer ses prétentions, avait dit que cela était impossible, quelles que fussent les conditions intrinsèques de la prétention, la fameuse affaire que l'on veut tant exploiter ne serait-elle pas morte dans sa fleur?

Ces nouvelles calomnieuses révolteraient l'honnêteté et l'instinctive noblesse qu'il faut supposer à tout homme bien né, même si elles ne retombaient pas sur qui elles retombent et ne produisaient pas la ruine qu'elles peuvent amener dans une nation. Les fondateurs de la Compagnie du Métropolitain de Madrid ont rétabli la vérité en disant que, sans un énorme sacrifice pécuniaire du Roi, on n'aurait pu réaliser cette œuvre d'une portée si considérable pour la capitale de la nation. Combien d'initiatives auraient sombré sans des sacrifices analogues d'Alphonse XIII, et combien d'argent a-t-il perdu dans ces impulsions de son patriotisme! Quant au fait que l'influence du Roi aurait pu favoriser ces entreprises, je citerai seulement un exemple éloquent et se rapportant au Métropolitain de Madrid. Sa direction prétendait faire simplement valoir cette même loi du 2 mars 1917 pour se faire exempter des impôts qui grèvent en Espagne la constitution de toute société anonyme et ses émissions successives de capital. Ceux qui furent

appelés à statuer sur cette prétention le firent favorablement, et cependant la prétention fut repoussée, parce qu'évidemment les industries de transport n'étaient pas comprises dans cette loi. Le décret royal négatif ne fut pas signé par un homme de la gauche, mais par un conservateur aussi illustre et fidèle au Roi que le comte de Bugalla! Cela démontre l'honnêteté avec laquelle on écrit certaines critiques et la loyauté de ceux qui les inspirent!

III. — *La Monarchie et l'Espagne.*

Nous venons de citer un ensemble de faits irréfutables et dont les preuves documentaires rempliraient un gros volume. Ces faits démontrent, à mon avis, une des causes de la crise de l'Espagne : sa pénurie de gouvernants. Quelques-uns manquent de morale ; d'autres d'intelligence, et la plupart de la préparation nécessaire à l'homme d'État avec l'application concrète à la réalité espagnole. La pénurie d'hommes d'État est aujourd'hui universelle, peut-être parce que les problèmes sont devenus plus importants et plus complexes que les hommes appelés à les résoudre ne sont devenus résolus et intelligents. Mais le phénomène universel s'aggrave, en Espagne, par la manière d'être de l'Espagnol à l'égard de la vie publique, par la faiblesse de nos sentiments civiques, par le manque d'une opinion organisée qui agisse sur les partis et sur les hommes politiques pour les orienter et pour les louer ou les censurer selon leurs actes. Dans tous les pays, l'action directe et constante en politique est une fonction d'une minorité de la nation, mais cette minorité ne vit pas isolée du reste du pays. Dans les moments importants pour la vie nationale, le peuple entier répond à l'appel de cette minorité et agit d'un côté ou d'un autre selon les sentiments et les idées de chacun. En Espagne, il n'en est pas ainsi, mais la minorité qui s'occupe de politique dans les partis ou dans la presse forme comme un monde à part au milieu de la nation, plus visible dans les grandes villes, qui, elles, donnent le ton à la vie collective, que dans les villages ou les campagnes. Le coefficient moyen de la participation électorale en Espagne aux élections du parlement est de 60 à 65 % du nombre des électeurs ; mais à Madrid et à Barcelone il atteint rarement 50 %, bien que le vote soit obligatoire et que le contingent d'électeurs authentiques ait augmenté, soit à cause de la subdivision des partis monarchiques, soit parce que des idées et des sentiments nouveaux, comme le socialisme à certains endroits et le nationalisme à d'autres, ont remué le corps électoral, soit à cause de la participation croissante de l'argent dans nos controverses électorales.

Cependant ceux qui votent, une fois leur mission accomplie, ne s'occupent plus de politique, ni des hommes politiques, sauf pour leur demander quelque chose ; et c'est ainsi qu'on peut expliquer comment il se fait que nous ayons une dictature de quinze mois, sans Cortès, sans liberté de la presse, sans droit électoral, les autori-

tés se chargeant de nommer les administrateurs effectifs des municipalités et des provinces et de les remplacer autant de fois qu'elles veulent, sans qu'on entende la moindre protestation, ni qu'on remarque un malaise quelconque ! On ne rencontrerait de telles mœurs que dans bien peu de pays d'Europe et d'Amérique. Si on voyait disparaître de quelques petits villages les vexations auxquelles se livrent les administrateurs nommés par l'autorité ; des grandes villes, les difficultés économiques créées par la cherté de la vie et la crise des affaires, et de tout le pays, l'inquiétude de la guerre du Maroc, le régime actuel pourrait durer indéfiniment, — si l'élément social qui l'incarne dans le gouvernement ne se décomposait ni ne déviait. Tout Espagnol qui ne vit pas dans ce monde à part, formé par la minorité de ceux qui s'occupent de politique, proclamera la réalité de ces observations.

Donc, telle étant la réalité en Espagne, qu'arriverait-il si elle perdait le point d'équilibre, de stabilité et de cohésion que représente la Monarchie ? Précisément parce qu'elle incarne cela en Espagne, il a fallu revenir à elle, après six ou sept ans de perturbations et de troubles sanglants, afin que ce que notre révolution de 1868 contenait de substantiel se fixât et fructifiât dans notre pays, autant que le permettait l'âme du peuple, — et cela au sein d'un ordre public qui a permis aux énergies privées de réaliser de grands progrès intellectuels et économiques, compromis ou entravés seulement quand et où prévalaient et gouvernaient contre la Monarchie et la Société quelques-uns de ceux qui maintenant prétendent nous libérer.

Madrid, janvier 1925.

LE CORRESPONDANT

PARIS — 31, rue Saint-Guillaume (VII^e)

07^e Année. — Paraît le 10 et le 25 de chaque mois.

FRANCE ET COLONIES.....	{ UN AN.....	60 fr.
	{ 6 MOIS.....	31 fr.
ÉTRANGER.....	{ UN AN.....	70 fr.
	{ 6 MOIS.....	36 fr.
UN NUMÉRO.....		4 fr.

Le Correspondant, fondé en mars 1829, est la plus ancienne Revue française. A travers les difficultés de toute sorte, il est demeuré constamment fidèle au programme de ses illustres fondateurs : « réunir les représentants les plus qualifiés des diverses opinions politiques sur le terrain commun des croyances et des libertés chrétiennes ».

Grâce à une rédaction d'élite, *le Correspondant* a conquis une réputation incontestée pour la solidité de la documentation et l'indépendance des jugements. Sur les grandes questions de politique intérieure et étrangère, il a certainement publié, depuis plus de quinze ans, les études les plus sûres et les plus perspicaces. En particulier il a étudié durant et depuis la guerre **l'Esprit public et la situation** dans tous les pays du monde, en plus de 150 articles.

Ainsi conçu — et dirigé avec une **indépendance totale** soit des coteries politiques, soit de la finance, — *le Correspondant* continue d'être à la fois **une Revue d'élite** et **une Revue de vulgarisation** pour le grand public, qui vient à elle de plus en plus nombreux, parce qu'il sait que *le Correspondant* préfère aux mots qui flattent les vérités qui sauvent.